



Gouvernement du Canada

Présentations écrites finales

*en vue du réexamen de la proposition de projet d'expansion de
la mine Meliadine d'Agnico*

Canada

Résumé

Le gouvernement du Canada a participé au processus de réexamen lancé par la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (la Commission) au sujet de la proposition de projet d'expansion de la mine Meliadine (le « projet ») présentée par la société Mines Agnico Eagle Limitée (« Agnico » ou le « proposant »). La proposition apporte des modifications au certificat de projet n° 006 existant, modification n° 02. Les ministères suivants ont réétudié l'addenda de l'énoncé des incidences environnementales finales et les autres documents produits par Agnico :

- Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada
- Environnement et Changement climatique Canada
- Pêches et Océans Canada
- Santé Canada
- Ressources naturelles Canada
- Transports Canada

Ces ministères fédéraux possèdent l'expertise technique permettant de soutenir la Commission dans la formulation de ses recommandations; le lecteur pourra lire plus loin un résumé de leurs analyses et de leurs principales recommandations à l'intention de la Commission. Il convient de noter que les observations ministérielles ne dispensent pas le proposant de son obligation de respecter l'ensemble des lois fédérales pertinentes.

Lorsque la Commission aura terminé son évaluation, elle fera parvenir un rapport résumant les témoignages et les recommandations de toutes les parties aux ministres fédéraux responsables, pour qu'ils rendent une décision sur la proposition de projet. En ce qui concerne celle-ci, les ministres responsables sont ceux des Affaires du Nord, de l'Environnement et du Changement climatique, des Pêches et Océans et de la Garde côtière canadienne, des Ressources naturelles et des Transports.

Le gouvernement du Canada saisit avec plaisir cette occasion de participer à l'évaluation de la Commission et aux étapes subséquentes du processus.

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada

Dans son processus d'examen, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada a évalué les aspects biophysiques du projet relevant de son mandat et de ses domaines de compétence. Le Ministère a notamment participé aux séances d'information de la Commission, a soumis des demandes d'information et a présenté des observations résultant de l'examen technique; dans ces deux derniers cas, il a obtenu une réponse de la part d'Agnico. Le Ministère a également assisté à plusieurs réunions officielles de la Commission, notamment une réunion technique, une table ronde communautaire et deux conférences préparatoires à l'audience.

Après avoir étudié le projet, le Ministère a formulé sept observations résultant de l'examen technique, accompagnées de recommandations à soumettre à la Commission et à Agnico. Ayant reçu la réponse de celle-ci à ses observations, le Ministère a tenu deux rencontres



bilatérales avec la société, dans le but de résoudre les questions en suspens. Agnico a présenté une information supplémentaire qui a permis de régler totalement trois des observations problématiques susmentionnées; les quatre autres se sont réglées grâce à un engagement de la part de la société. On trouvera plus loin, dans le présent document, une description complète de ces sept observations de nature technique et des progrès réalisés; elles sont résumées ci-dessous à titre d'observations finales :

CIRNAC-TRC-01 – Ligne d'eau au gisement Discovery : Agnico a produit les éclaircissements requis en réponse à la demande du ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, qui souhaitait obtenir des précisions sur la conception de la ligne d'eau au gisement Discovery, son exploitation, ses effets sur l'environnement et les mesures d'atténuation. Le Ministère considère la question comme ayant été résolue, en se fondant sur l'appui donné par Agnico à la recommandation ministérielle voulant que toute approbation accordée au projet comprenne des modifications aux conditions pertinentes (soit les conditions 119, 124, 125 et 134) de la modification n° 02 du certificat de projet n° 006 et stipule que la ligne d'eau du gisement Discovery soit conçue, construite et exploitée d'une manière susceptible de mettre en œuvre les mesures de contrôle des répercussions environnementales déjà requises à l'égard de la ligne d'eau approuvée reliant la mine Meliadine au port d'Itivia.

CIRNAC-TRC-02 – Élimination des résidus miniers et des stériles en fosse : L'addenda de l'énoncé des incidences environnementales finales donne peu de précisions sur le projet d'élimination des résidus miniers et des stériles dans les puits épuisés. D'autres renseignements et analyses devraient être fournis avant que l'élimination en fosse, à la mine Meliadine, ne soit autorisée. Pour répondre aux préoccupations du Ministère, Agnico a accepté d'inclure dans le certificat de projet n° 006 modifié une proposition de condition précisant la nature des renseignements qui doivent être fournis à l'Office des eaux du Nunavut aux fins d'examen et d'approbation, conformément au processus décrit dans les conditions du permis d'utilisation des eaux de type A délivré en vertu de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut*. Sur cette base, l'observation finale n° 2 est considérée comme étant résolue avec certaines réserves, aux fins de l'évaluation actuelle de la Commission.

CIRNAC-TRC-03 – Stockage temporaire des effluents salins et des eaux superficielles de contact dans des fosses : L'addenda de l'énoncé des incidences environnementales finales indique que les puits à ciel ouvert épuisés peuvent être utilisés, en l'absence d'autres solutions, pour le stockage temporaire de ces effluents et des eaux superficielles de contact. Aucune donnée n'a été présentée sur la quantité d'eau à stocker, la durée du stockage et l'analyse des interactions de l'eau stockée avec les eaux souterraines. La question est considérée comme étant résolue, sous réserve qu'Agnico s'engage à soumettre ces renseignements comme preuve dans le cadre du processus en cours d'examen de la modification du permis d'utilisation des eaux, entamé par l'Office des eaux du Nunavut à la présentation du projet d'agrandissement de la mine Meliadine.

CIRNAC-TRC-04 – Réduire au maximum les rejets dans le lac Meliadine : L'addenda de l'énoncé des incidences environnementales finales indique que les rejets dans le lac Meliadine augmenteront considérablement par rapport aux niveaux actuels. Le Ministère a cependant examiné l'énoncé des incidences environnementales finales du projet Meliadine de 2014 et a confirmé que l'augmentation des rejets se dépassait pas les limites alors évaluées et approuvées dans le cadre de l'évaluation environnementale initiale. Par conséquent, d'un point de vue technique, le Ministère considère cette question comme étant résolue, du fait que les

Canada

rejets volumétriques dans le lac Meliadine, après l'agrandissement, se situeront dans les limites établies dans l'énoncé des incidences environnementales finales de 2014. Néanmoins, le Ministère encourage vivement Agnico à prendre des mesures pour répondre aux demandes de l'Association des Inuit de Kivalliq, qui plaide en faveur de la réduction ou de l'élimination des rejets dans le lac Meliadine.

CIRNAC-TRC-05 – Concentration de matières dissoutes totales dans le bassin de stockage 1 : Le ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada a demandé à Agnico de produire une description quantitative détaillée des facteurs qui, dans le cadre de la proposition, permettent de réduire de plus de 70 % la concentration prévue de matières dissoutes totales dans le bassin de stockage 1. Agnico a fourni les renseignements demandés et le Ministère considère cette question comme étant résolue aux fins de la présente évaluation.

CIRNAC-TRC-06 – Charges d'arsenic vers le lac Tiri Pit après la fermeture du bassin d'effluents salins B7 : Le ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada a demandé à Agnico de soumettre un modèle actualisé de qualité de l'eau et de bilan hydrique et de produire des analyses de sensibilité confirmant que la concentration d'arsenic, dans le lac Tiri Pit et dans d'autres plans d'eau, ne sera pas considérablement plus élevée que prévu après la fermeture. Agnico a fourni les renseignements demandés et le Ministère considère cette question comme étant résolue aux fins de la présente évaluation.

CIRNAC-TRC-07 – Qualité des eaux d'infiltration provenant des zones remises en état après la fermeture : Le ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada a demandé à Agnico d'élaborer un terme source approprié pour les zones remises en état du site et de mettre à jour les modèles de qualité de l'eau afin de prouver que les eaux d'infiltration provenant de ces zones reviendront au niveau de qualité antérieur de l'eau souterraine après la fermeture. Le Ministère considère que cette question a reçu une réponse suffisante dans le cadre de l'évaluation actuelle; il la remettra à l'étude lors de l'examen des futures versions du plan provisoire de fermeture et de remise en état du site.

Environnement et Changement climatique Canada

Environnement et Changement climatique Canada met à la disposition de la Commission des renseignements ou des connaissances spécialisées, conformément à l'article 12 de l'Accord définitif du Nunavut et à l'article 197 de la *Loi sur l'aménagement du territoire et l'évaluation des projets au Nunavut*. On entend par là la prestation de conseils sur l'évaluation des projets, les changements climatiques, la qualité de l'air et de l'eau, la biodiversité, la préparation en cas d'incident environnemental et les situations d'urgence. Nous examinons la caractérisation faite par le proposant, en ce qui a trait aux effets sur l'environnement et aux mesures d'atténuation, et nous conseillons les décideurs dans chaque cas.

Le Ministère a jusqu'à présent participé à toutes les phases d'examen de l'expansion de la mine Meliadine.

Dans cette présentation écrite finale, il expose son avis sur l'évaluation établie par le proposant en ce qui a trait aux effets du projet sur l'environnement et aux mesures d'atténuation envisagées. Les observations et les recommandations ministérielles sont considérées, pour l'instant, comme ayant été suivies.

Canada

Elles portaient sur les sujets suivants :

- La possibilité d'utiliser la piste d'atterrissage proposée comme principale nouvelle voie d'accès au site du projet;
- La possibilité d'acheter un matériel conforme aux normes d'émissions du groupe 4;
- La réalisation d'un modèle relatif aux particules pour faciliter l'évaluation des lieux qui subiront une augmentation nette des émissions fugitives;
- La mise à jour du document de référence pour les normes canadiennes de qualité de l'air ambiant (NCQAA);
- L'observation des orientations de l'évaluation stratégique des changements climatiques et de la version préliminaire du guide technique correspondant dans les domaines suivants :
 - Estimation des émissions de gaz à effet de serre directes et indirectes à toutes les phases du projet;
 - Intégration des recommandations relatives aux principes des mesures d'atténuation et au processus de détermination des meilleures technologies disponibles et des meilleures pratiques environnementales;
 - Élaboration d'un plan de carboneutralité pour le projet;
 - Évaluation des répercussions du projet sur les puits de carbone, le cas échéant;
- L'intégration des descriptions individuelles de véhicules et de moteurs, d'hypothèses fondées sur des données d'activité et des facteurs d'émissions démontrés, en ce qui concerne les estimations d'émissions, et la description des méthodes utilisées, avec des exemples de calcul;
- La réalisation d'une évaluation complète du projet d'élimination en fosse;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'une surveillance supplémentaire des eaux souterraines afin de soutenir l'évaluation des conséquences de l'élimination des déchets miniers en fosse;
- Des éclaircissements en ce qui concerne ce qui suit :
 - Configuration définitive du bassin d'effluents salins B7 à la fermeture, y compris les intrants et les extrants;
 - Repérage des intrants contaminés déversés dans le bassin B7 après la fermeture;
 - Mesures d'atténuation de la salinité résiduelle du bassin B7 dans la sédimentation lacustre;
 - Description des mesures d'atténuation de la concentration d'arsenic dans le bassin B7 pendant la phase de post-fermeture;
- La prise en compte d'un ensemble de projections climatiques issues d'une série de scénarios d'émissions futures (forçage faible à élevé) et de modèles dans l'évaluation des effets potentiels des changements climatiques sur différents aspects du projet;
- La réalisation d'études préalables supplémentaires sur les oiseaux, de manière à décrire la totalité de l'empreinte du parc éolien;
- La réalisation d'études préalables supplémentaires sur les oiseaux pendant la période de migration au printemps et à l'automne;
- Une indication claire des programmes de surveillance des oiseaux à réaliser, en plus des enquêtes de mortalité, pendant l'exploitation du parc éolien et de la piste d'atterrissage;
- Advenant la mise en œuvre du projet de piste d'atterrissage, l'actualisation du plan de gestion et d'atténuation des conséquences sur l'environnement terrestre, du plan de gestion du parc éolien et du plan de gestion de la piste d'atterrissage, afin d'y intégrer les résultats des enquêtes et efforts de surveillance supplémentaires pour évaluer les répercussions cumulatives sur la faune ailée;

- L'inclusion des facteurs « météo » ou « visibilité » dans la réalisation d'enquêtes sur les oiseaux migrateurs et l'exécution de ces enquêtes dans diverses conditions météorologiques;
- La conformité du proposant, qui aura établi et évalué les effets négatifs du projet sur les espèces en péril répertoriées sur le site en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* et que le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada juge probablement susceptibles d'être affectées par le projet et qui aura veillé à ce que des mesures soient prises pour éviter ces effets négatifs, les atténuer et en assurer la surveillance afin d'informer les responsables de la gestion adaptative.

Ministère des Pêches et des Océans Canada

Le Programme de protection du poisson et de son habitat du ministère des Pêches et des Océans Canada administre les projets de développement mis en œuvre à proximité et dans l'habitat du poisson et en assure la conformité. Le Ministère a mis en lumière certains enjeux lors de l'examen de l'addenda de l'énoncé des incidences environnementales finales et des documents complémentaires.

Portée

La nouvelle *Loi sur les pêches* de 2019 comprend des dispositions renforcées pour la protection du poisson et de son habitat, qui n'étaient pas prises en compte dans le projet initial. Le proposant doit maintenant fournir des précisions concernant tous les effets prévus sur le poisson et sur son habitat pour que le réexamen soit considéré comme pertinent; il doit aussi assurer une consultation adéquate sur tous les éléments qui pourraient nuire au poisson et à son habitat. Les facteurs suivants, décrits au paragraphe 34.1(1) de la Loi, ont échappé à la portée de ce réexamen :

- La contribution à la productivité des pêcheries générée par le poisson ou l'habitat du poisson susceptible d'être touché;
- La présence éventuelle de mesures et de normes conçues pour éviter la détérioration, la perturbation ou la destruction de l'habitat du poisson ou les atténuer;
- Les effets cumulatifs de l'exécution des travaux, des efforts ou de l'activité en combinaison avec d'autres travaux, efforts ou activités actuels ou antérieurs sur le poisson et son habitat.

Modifications du projet

Le projet initial de 2014 a subi des changements, notamment une augmentation du nombre de masses d'eau à drainer, de même que d'importantes modifications aux travaux en milieu aquatique et ouvrages à construire. Ces changements exercent des conséquences supplémentaires sur le poisson et son habitat dans les limites de l'empreinte du projet et en aval, mais le proposant n'a pas mis à jour les addendas de l'énoncé des incidences environnementales finales pour tenir compte de cette situation.

Information de référence sur le poisson et son habitat

Le Ministère doit connaître les populations de poissons et leur habitat afin d'évaluer les conséquences et de formuler des recommandations éclairées à la Commission. Le proposant s'est fortement appuyé sur les données fournies en 2014 en conformité des dispositions de l'ancienne *Loi sur les pêches*, qui ne tenaient pas compte de l'importance des poissons de petite taille dans l'écosystème aquatique.

Renseignements sur les effets en aval

Le peu d'information fournie par le proposant au sujet des conséquences sur l'écosystème aquatique en aval du projet a préoccupé le Ministère. Le fait que le proposant n'ait pas actualisé le modèle de bilan hydrique malgré les modifications apportées au projet, en plus de la limitation de l'eau déversée dans le lac Meliadine, a été source d'incertitude. Le ministère des Pêches et des Océans Canada a collaboré avec Agnico et il a été déterminé que ces conséquences seront d'envergure locale et n'entraîneront pas de changements considérables du niveau de l'eau pour les populations d'omble chevalier dans les rivières Diane et Meliadine.

Le Ministère a collaboré avec le proposant et considère qu'Agnico a fourni les données requises pour une bonne compréhension de l'ampleur des effets du projet, dans le cadre de ce réexamen.

Le Ministère considère cependant que des mesures supplémentaires devraient être mises en œuvre pour éviter les répercussions sur l'habitat du poisson, en particulier en ce qui a trait aux niveaux d'eau dans les bassins versants A et B.

Le Ministère estime que la conception actuelle des traversées de cours d'eau est susceptible de créer des obstacles au passage des poissons.

Il recommande d'ajouter de nouvelles conditions ou de modifier les conditions actuelles pour y inclure la surveillance des espèces aquatiques envahissantes et du bruit sous-marin causé par la navigation, ainsi que d'ajouter des dispositions relatives à la surveillance du poisson et de son habitat et à l'établissement de rapports à ce sujet.

Santé Canada

Santé Canada, en sa qualité de ministère du gouvernement fédéral, est chargé d'aider les Canadiens à maintenir et à améliorer leur santé. Pour y arriver, il participe notamment à l'évaluation des répercussions environnementales des grands projets liés aux ressources et aux infrastructures. Plus précisément, Santé Canada met à profit sa compétence et sa connaissance des enjeux de santé humaine dans l'étude des incidences environnementales potentielles d'un projet. Les recommandations formulées par Santé Canada ne visent qu'à prévenir, réduire et atténuer les effets potentiels de toute modification de l'environnement sur la santé des populations autochtones; le Ministère n'approuve ni ne délivre de permis pour la mise en œuvre de ses recommandations.

Au cours des processus respectifs d'examen de la conformité et d'examen technique, Santé Canada a présenté six demandes dans le premier cas et formulé dix-huit observations dans le second. Les demandes au chapitre de l'examen de la conformité portaient sur deux sujets clés :



la portée de l'évaluation du projet et l'évaluation de la qualité de l'air. Les observations au chapitre de l'examen technique se répartissaient entre cinq domaines : la qualité de l'air, le bruit, la qualité de l'eau, l'évaluation des risques pour la santé humaine et les aliments traditionnels. Le Ministère cherchait au fond à mieux comprendre comment les activités minières existantes avaient été prises en compte dans l'évaluation des incidences potentielles du projet d'expansion et comment les données de surveillance avaient été utilisées pour valider les conclusions de l'énoncé des incidences environnementales finales sur lequel était fondé l'addenda de 2022. Il demandait également des justifications et des renseignements supplémentaires susceptibles d'entraîner une meilleure compréhension des méthodes et des données utilisées pour évaluer les risques potentiels du projet pour la santé humaine.

Grâce aux demandes d'information, aux réponses données aux observations techniques et aux engagements du proposant, le Ministère a reçu des justifications supplémentaires pour les hypothèses et les calculs effectués dans l'évaluation des risques pour la santé humaine, d'autres précisions sur les plans de surveillance futurs et une confirmation du maintien du protocole de surveillance du bruit et de règlement des plaintes. On n'a pas étudié plus avant les observations formulées par Santé Canada dans l'examen technique au sujet de l'évaluation de la qualité de l'air potentielle et d'autres questions liées à la piste d'atterrissage, du fait que celle-ci a été soustraite de la portée du projet en décembre 2022.

En ce qui concerne le projet et son amélioration, Santé Canada présente des recommandations dans les domaines suivants : qualité de l'air, bruit, aliments traditionnels, méthodes d'évaluation des risques pour la santé humaine et surveillance.

Le lecteur trouvera ci-dessous un résumé des observations et recommandations de Santé Canada pour le projet.

Santé Canada recommande à la Commission d'exiger ce qui suit du proposant :

Qualité de l'air (environnement atmosphérique)

- Continuer à surveiller les contaminants atmosphériques (dont les particules fines, le dioxyde de soufre, le dioxyde d'azote, le cadmium et le fer) dans toutes les phases du projet
- Poursuivre l'application de toutes les mesures d'atténuation réalisables sur le plan économique et technologique, afin de limiter autant que possible les émissions de contaminants atmosphériques sans seuil de toxicité
- Dans les futurs rapports de surveillance de la qualité de l'air, comparer les contaminants atmosphériques mesurés aux normes canadiennes de qualité de l'air ambiant pertinentes en vigueur au moment de la surveillance et mettre en œuvre des stratégies pour éviter à l'avenir les pertes de données ou les échantillons manquants

Bruit (environnement acoustique)

- Continuer à surveiller les niveaux de bruit pendant la durée de vie de la mine, comme il est indiqué dans la réponse du proposant à l'engagement 30



- Conserver le mécanisme de réponse aux plaintes du public et prendre des mesures supplémentaires de contrôle et d'atténuation en cas de telles plaintes

Évaluation des risques pour la santé humaine et aliments traditionnels

- Contrôler toujours la présence d'arsenic dans les sols et les autres milieux environnementaux touchés (p. ex. les eaux de surface) pendant toutes les phases du projet
- Fournir des détails sur la manière dont les résultats du programme de surveillance seront pris en considération dans le choix des mesures de gestion adaptative à toutes les phases du projet
- S'il est démontré que la concentration d'arsenic relevée augmente au fil du temps dans les milieux naturels :
 - Mettre à jour les intrants de l'évaluation des risques pour la santé humaine afin d'y intégrer les données de surveillance de l'arsenic les plus récentes
 - Effectuer des contrôles sur les aliments traditionnels récoltés par les communautés potentiellement touchées
 - Prendre toute mesure d'atténuation supplémentaire ou exécuter toute activité de gestion adaptative nécessaire

Des détails complets sur les recommandations de Santé Canada et des renseignements complémentaires sur la participation du Ministère à l'examen du projet par la Commission sont fournis dans cette présentation finale.

Ressources naturelles Canada

Ressources naturelles Canada participe à l'évaluation environnementale du projet dans le cadre de son rôle de ministère fédéral spécialisé dans l'hydrogéologie, le pergélisol et la gestion des déchets miniers. Ressources naturelles Canada a procédé à un examen afin d'évaluer la valeur technique des renseignements présentés dans l'addenda de l'énoncé des incidences environnementales finales (2022), les réponses aux observations résultant de l'examen et les documents supplémentaires; c'est ainsi qu'à la suite de cet examen onze observations ont été formulées, pour étude, à la Commission.

En matière d'hydrogéologie, l'examen de Ressources naturelles Canada s'est concentré sur les questions liées à l'écoulement des eaux souterraines. Le Ministère a soumis des demandes d'information en septembre 2022 et des observations liées à l'examen technique en octobre 2022, dans le but d'obtenir des éclaircissements supplémentaires concernant l'écoulement vertical des eaux souterraines à travers les taliks et leur surveillance, le déversement des résidus miniers et des stériles dans les puits épuisés, l'évaluation des phases de fermeture et de post-fermeture, les effets du stockage des effluents salins, l'écoulement de l'eau souterraine à proximité de la mine souterraine Discovery et les considérations relatives à l'injection de coulis sur les estimations de l'afflux d'eau souterraine.

Canada 

En ce qui concerne le pergélisol, l'examen de Ressources naturelles Canada s'est concentré sur les questions relatives au pergélisol et sur la conception des éléments du projet pour lesquels ces aspects de l'environnement physique sont importants. Le Ministère a formulé des observations à la suite de l'examen technique et les a soumises en octobre 2022, avec des recommandations concernant la modélisation thermique soutenant la conception des installations de stockage des déchets miniers et l'évaluation des conséquences d'un stockage temporaire de l'eau dans les puits. En février 2023, il a soumis une observation mise à jour concernant les données nouvelles sur la modélisation thermique associée au stockage de l'eau et une nouvelle observation sur les répercussions de l'élimination des déchets en fosse sur le pergélisol, en réponse à de nouveaux renseignements fournis par le proposant.

Enfin, l'examen de la gestion des déchets miniers par Ressources naturelles Canada s'est concentré sur les parties relatives à la géochimie et au remblayage des puits figurant dans l'addenda de l'énoncé des incidences environnementales finales. Le Ministère a soumis des observations de nature technique en octobre 2022 et en février 2023; elles traitaient de l'approche globale proposée pour la gestion des déchets miniers afin de réduire au minimum le risque associé aux matériaux présentant un potentiel élevé de drainage rocheux acide et de lixiviation de l'arsenic, ainsi que des meilleures pratiques d'élimination en fosse.

Compte tenu de ses domaines d'expertise, le Ministère considère que toutes les observations de nature technique ont obtenu réponse pour cette phase de développement du projet. En présentant des documents avec l'addenda de l'énoncé des incidences environnementales finales, des réponses aux observations faites lors de l'examen technique et des documents supplémentaires, le proposant a répondu à ces observations à la satisfaction du Ministère, en utilisant les méthodes appropriées. Ce dernier a noté que, selon plusieurs des réponses du proposant, ces questions seront évaluées plus en détail dans le cadre de la modification du permis d'utilisation des eaux de type A, auprès de l'Office des eaux du Nunavut. Comme cela arrive souvent dans les projets miniers, des études et des analyses supplémentaires sont généralement nécessaires pour soutenir la conception détaillée et la construction. Ressources naturelles Canada appuie les recommandations qui exigent des évaluations plus approfondies dans le cadre de la modification du permis d'utilisation des eaux de type A relevant de l'Office. Les observations ministérielles comprennent également des recommandations définitives visant à soutenir les étapes avancées du projet; on peut en consulter un résumé ci-dessous, dans le Sommaire des recommandations soumises à la Commission.

Transports Canada

Transports Canada dépose auprès de la Commission des observations résultant de l'examen technique, afin de lui transmettre son opinion d'expert sur les incidences potentielles du projet sur le transport aérien et maritime.

La présentation de Transports Canada résume son mandat, son rôle et ses responsabilités par rapport au projet. On y trouvera notamment des précisions sur les exigences du *Règlement de l'aviation canadien* et de la *Loi sur les eaux navigables canadiennes* qui sont pertinentes pour le projet et l'évaluation de la Commission. Comme le stipule le *Règlement de l'aviation canadien*, Agnico devra réaliser une analyse du service des aéronefs avant de construire le parc éolien proposé.



Le Ministère recommande également qu'Agnico réalise une analyse des possibilités d'éblouissement pour les aéronefs et en fasse rapport, puis s'engage à prendre les mesures d'atténuation prescrites. À moins qu'une exemption ne soit accordée par le gouverneur en conseil, l'assèchement d'une voie navigable ou le dépôt de matières dans celle-ci est interdit en vertu de la *Loi sur les eaux navigables canadiennes*.

Transports Canada poursuivra sa collaboration avec la Commission, Agnico et les communautés et organismes inuits, dénés et dénésulines, ainsi qu'avec toutes les autres parties intéressées, tout au long de l'évaluation environnementale, afin de fournir une orientation et des conseils liés à son mandat.

